Cahiers du CEREN 33 (2010)

www.escdijon.eu

Microcredit et religion: complementarite ou incompatibilité ?

Dr. Laurence Attuel-Mendès

Professeur Associé, Groupe ESC Dijon-Bourgogne, Ceren (CEntre de Recherche sur les ENtreprises)

laurence.attuel-mendes@escdijon.eu

Résumé

Dans la lignée des travaux de Max Weber, nous souhaitons rediscuter la relation entre les deux sphères religieuses et économiques. En effet, en raison de la crise mondiale parmi d'autres phénomènes, le microcrédit est devenu une possibilité de sortir de la pauvreté en évitant d'avoir recours à la solidarité tout en étant créateur de sa propre richesse. Néanmoins, des taux d'intérêts élevés sont pratiqués. Parallèlement, la crise alimente la montée des communautarismes et du religieux et partant la crainte d'un frein au microcrédit, même si leurs buts sont similaires. Nous cherchons le moyen de concilier les impératifs dejustice et ces forts taux d'intérêt. Nous allons déterminer si la religion est compatible avec le microcrédit ou si le dialogue entre économie et religions est toujours un « dialogue de sourds » (selon la formule de Reboud, 2005). Cet article est le premier à étudier les principales religions et leur articulation avec le microcrédit. Premièrement, nous analysons les origines des IMF et leurs pratiques quant aux taux d'intérêt. Deuxièmement, nous analysons les bases et l'évolution de la prohibition de l'usure. C'est devenu davantage une pratique religieuse qu'économique. L'objectif charitable est prédominant, ce qui permet de conclure à l'absence d'incompatibilité subsistante. Un obstacle qui aurait pu apparaître comme un frein au développement disparaît donc et laisse entrevoir le caractère pérenne du microcrédit.

En 2006, presque deux milliards d'individus dans le monde ont été considérés comme vivant en dessous du seuil de pauvreté absolue, devant survivre avec moins de deux dollars par jour (Cazabat, 2007). Trois milliards d'individus sont pauvres selon un rapport de la Banque Mondiale datant de 2005. Parallèlement, ce rapport chiffre à 500 millions le nombre de bénéficiaires de la microfinance, alors que quatre-vingt pour cent de la population n'a pas accès au crédit et aux services financiers (Rapport de Planet Finance, 2006).

Avec la mondialisation, la crise économique et financière s'est amplifiée et a entraîné une augmentation du nombre de chômeurs dans le monde, ce qui augmente mécaniquement le nombre de personnes qui choisissent la création d'activité (Bacin et al., 2009). Le microcrédit devrait ainsi jouer un rôle d'amortisseur pour le chômage (Baudet et al., 2009). À l'opposé, néanmoins Emmanuel de Lutzel (2009) constate une stabilisation du marché de la microfinance alors que le marché affichait ces dernières années une croissance de 30% annuelle.

La microfinance a en effet connu un développement vertigineux depuis quelques années. 2005 a été l'année mondiale de la microfinance pour l'ONU. En 2006, Mohammad Yunus et la Grameen Bank ont reçu le prix Nobel de la Paix. La microfinance s'est développée de manière considérable en Asie, en Afrique et en Amérique Latine, on estime aujourd'hui que 150 à 200 millions de personnes en bénéficient dans le monde et que le phénomène représente 25 milliards de dollars d'encours (Brack, 2009). Les institutions de microfinance (IMF) les plus actives ne sont pas localisées en Europe mais plutôt dans le sous-continent indien, en Amérique Latine et en Afrique. Certes, la dimension agraire peut très certainement être un facteur explicatif, néanmoins, notre recherche se focalisera sur la dimension religieuse et plus précisément sur l'éventuelle puissance des obstacles spirituels de type religieux qui viennent s'immiscer dans la sphère économique selon Max Weber. En effet, si l'on compare ces localisations avec les religions dominantes, cette recherche devient légitime dans la mesure où des connexions avec l'hindouisme, l'Islam et la chrétienté peuvent être trouvées.

Actuellement, une montée du religieux et des communautarismes se fait jour sur le terreau fertile de la crise, de l'insécurité et de la mondialisation. Pascal Glémain (2009) souligne la corrélation entre l'accroissement de